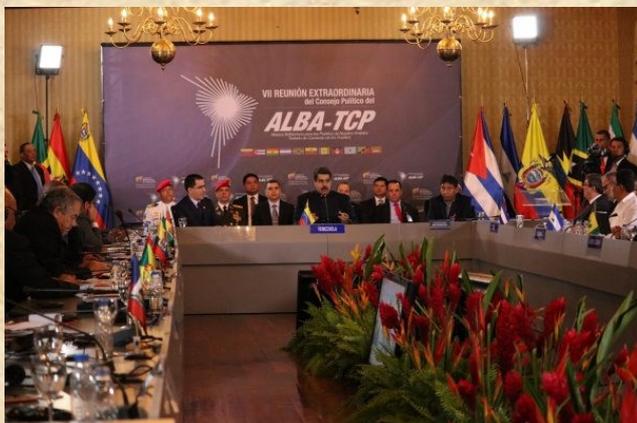


Le Cumbe

Hebdomadaire d'info sur la République Bolivarienne du Venezuela

N° 60. 16 JANVIER 2018

Conseil Politique ALBA-TCP s'engage à atteindre les objectifs de développement durable du Programme 2030



Ce Vendredi a eu lieu à Caracas, la septième Réunion Extraordinaire du Conseil Politique de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique - Traité de Commerce des Peuples (ALBA-TCP), réunion qui a servi aux Ministres des Affaires Etrangères et les Chefs de Délégation des pays qui composent l'organe exigeraient le respect strict des Buts et Principes de la Charte des Nations Unies et du Droit International, l'égalité souveraine des États et le règlement pacifique des différends.

Toujours dans le cadre des conclusions obtenues au cours de la réunion, il a été retenu, l'interdiction de

l'emploi de la menace et la force, ainsi que le respect de l'autodétermination, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la non-ingérence dans les affaires internes de chaque pays.

En outre, le déroulement de la Réunion Extraordinaire du Conseil Politique de l'ALBA-TCP a été l'occasion favorable pour l'entente mutuelle entre les nations qui luttent activement pour la construction d'un nouvel ordre international, équitable et inclusif, multiculturel et multipolaires, où il n'y a pas d'empires ni hégémonies et les relations entre les États reposent sur le respect des peuples et des institutions.

Dans le même temps, les pays membres ont unanimement rejeté les insultes racistes du président des États-Unis, Donald Trump contre les nations sœurs d'Haïti, d'El Salvador, entre autres. À cet égard, le Président de la République Bolivarienne du Venezuela, a publié son rejet le plus fort en déclarant qu' « il est temps que nos Peuples élèvent leurs drapeaux et disent, assez aux abus, assez aux menaces (...) d'abord les mots de mépris, puis, viennent les menaces et ensuite les actions (...) que l'agression, le mépris et le racisme nous rapprochent et nous renforcent ».

Ceux qui ne bougent pas ne sentent pas leurs chaînes.



ROSA LUXEMBURG



Le Venezuela dénonce le boycott du dialogue avec l'opposition par le gouvernement des États-Unis

Le Ministre des Affaires Etrangères de la République Bolivarienne du Venezuela, Jorge Arreaza,

a dénoncé les actions interventionnistes du gouvernement des États-Unis par l'intermédiaire de son secrétaire adjoint d'Etat aux affaires politiques, Thomas Shannon, formant partie des manœuvres de cette nation pour boycotter le processus de dialogue entre le Gouvernement Bolivarien et l'opposition, ce qui se déroule dans un nouveau cycle en République Dominicaine.

"Les déclarations de Thomas Shannon en Espagne sont révélatrices: il voyage pour donner des ordres directs à l'Union Européenne pour continuer à attaquer le Vene-

zuela. Il serait triste que l'Union Européenne continue à se soumettre aux opinions interventionnistes, racistes et bellicistes de Donald Trump ", a déclaré Arreaza sur Twitter. Il a également réaffirmé la vocation démocratique, indépendantiste et de paix de l'État vénézuélien face aux manœuvres impérialistes visant à empêcher le dialogue comme moyen pour consolider la coexistence pacifique.

"M. Shannon perd son temps. Pour plus d'efforts que fassent les porte-paroles du gouvernement des États-Unis pour torpiller le dialogue et créer des conditions de violence, le peuple vénézuélien défendra son indépendance et la paix que nous avons mis en place par notre démocratie constituante « , a-t-il dit dans un autre message publié sur le réseau social.



* Cumbe: espace de liberté crée par des esclaves qui fuyaient les grands domaines, cassant ainsi les chaînes de la servitude pour vivre en hommes et femmes libres ("cimarrones"), et qui continuaient à mener leur résistance à partir de là.

www.saberesafrianos.net



Conférence internationale Rosa Luxemburg déclara leur soutien pour le Venezuela

Les participants de la XXIIIe Conférence internationale Rosa Luxemburg ont publié samedi une déclaration dans laquelle ils réaffirment leur solidarité avec le gouvernement du président vénézuélien Nicolás Maduro.



Dans le document, ils ont demandé la levée des sanctions imposées par l'Union européenne (UE) et la cessation de l'ingérence DU gouvernement des États-Unis, de l'organisme européen et du gouvernement fédéral allemand dans les affaires intérieures du pays sud-américain. Ils ont également affirmé que "depuis la montée d'Hugo Chávez au gouvernement en 1999, le Venezuela a pris la voie de l'indépendance de l'influence des puissances impérialistes, pour rejoindre d'autres pays comme l'Amérique latine et le tiers monde".

« L'objectif adopté par les forces révolutionnaires est la construction du socialisme ». Les participants ont dit aussi que « c'est la tâche du peuple et du Gouvernement du Venezuela de surmonter les problèmes et les obstacles qui apparaîtront tout au long du chemin et ce seront les vénézuéliens qui ont de résoudre de manière autodéterminée leurs différences ».

L'expert des Nations Unies reconnaît les efforts du gouvernement bolivarien

Alfred de Zayas, expert indépendant des Nations Unies pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable a souligné à la suite de sa visite à la République bolivarienne du Venezuela, l'importance de la mise en place de la part du Ministère du pouvoir populaire pour les affaires étrangères d'un groupe de travaille pour renforcer la coopération avec le système des Nations Unies et améliorer la distribution de nourriture et de médicaments.

L'expert a incité tous les gouvernements de la région à soutenir le dialogue qui est entrain de se dérouler au sein de La République Dominicaine entre les représentants du gouvernement vénézuélien et l'opposition. Alfred de Zayas a dit : "Toute résolution doit refléter la volonté de tous les Vénézuéliens et jouir de la solidarité internationale."



Nouvelles coïncidences contre le pays

Par Eleazar Diaz Rangel

Le président Nicolás Maduro a annoncé la prise des mesures qui soutiendront le pétro solide (une crypto-monnaie qui a été récemment proposé), ainsi comme pour les réserves de pétrole du bloque de Ayacucho qui se situent tout près du littoral du « Orinoco ». D'autres mesures concerneront l'or et des diamants, de manière à assurer la confiance nécessaire. Des chefs d'entreprise modérés, comme Orlando Camacho, ont déclaré que le pétro permettra aux entrepreneurs de faire des transactions financières sans passer par les banques centrales et empêcheront le blocus financier.

Pour sa part, le surintendant de la crypto-monnaie, Carlos Vargas, a déclaré que la technologie utilisée « est parfaitement vérifiable, totalement transparente, et constitue une garantie suffisante pour lui donner confiance ». Vargas estime que cette monnaie aura suffisamment de force pour faire le poids aujourd'hui contre le dollar (la plate-forme de négociation d'un dollar parallèle), ce dollar qui a fait tant de dégâts à notre économie a été la cause de la hausse des prix exagérés et imparables.

Mais on peut observer d'autres facettes de cette nouvelle pièce monétaire. Dans ce contexte, l'Assemblée nationale a ouvert un débat contre le la « petromonnaie », au cours du quelle ont mis le point sur la "nullité absolue de sa délivrance" Cette décision a été publié sur les réseaux sociaux et a été renforcé par une campagne qui cherche à la diaboliser et à menacer à ceux qui prétendent faire des transactions en utilisant cette monnaie. Comme vous pouvez le constater, la coïncidence entre Washington, l'Assemblée nationale et les positions les plus extrêmes de ceux qui gèrent les réseaux sociaux est inconcevable.

A cette campagne devrait s'ajouter la constitution en Colombie de l'organisation "Grand Accord pour le Venezuela", un nouveau mouvement crée par des Vénézuéliens qui sont contre le Venezuela et qui ont comme objectif "la suppression de l'ANC illégale", tout en commençant avec le soutien du gouvernement de Santos. Serait-elle une coïncidence que des jours avant que les groupes d'exilés financent la publication d'un encart contre le Venezuela dans le New York Times? Difficile d'imaginer combien cela leur coûterait. Ce n'est pas non plus une coïncidence si le sénateur américain Marco Rubio a déclaré soutenir les sanctions contre le Venezuela. Trop de coïncidences.



ACQUIS DE LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE

Pour lutter contre la guerre économique, le gouvernement bolivarien distribue des aliments subventionnés à 6 millions de familles vénézuéliennes par les Conseils Locaux de l'Alimentation et de la Production (CLAP)

Message de nouvel an par Eduardo Galeano

J'espère que nous serons dignes d'un espoir désespéré.

J'espère que nous pourrions avoir le courage d'être seuls et la bravoure de risquer d'être ensemble.

J'espère que nous pourrions être débâillants, chaque fois que nous recevons des ordres qui humilient notre conscience ou violent notre bon sens.

J'espère que nous pourrions être si obstinés à continuer de croire, contre toute évidence, que la condition hu-

maine en vaut la peine.

J'espère que nous pourrions continuer à marcher sur les sentiers du vent, malgré les chutes, les trahisons et les défaites, parce que l'histoire continue, au-delà de nous, et quand elle dit au revoir, elle dit: à plus tard.

J'espère que nous garderons la certitude qu'il est possible d'être solidaire et contemporain de tous



ceux qui vivent animés par la volonté de justice, quel que soit leur lieu de naissance et quel que soit l'époque où ils vivent, car les cartes de l'âme et du temps n'ont pas de frontières.

L'Afrique demande au Président américain de se rétracter pour offenses

Plusieurs représentants de l'Afrique demandent aux Nations Unies (ONU) que le Président Donald Trump s'excuse après les avoir qualifiés de "pays de merde".

La demande a été formulée par des diplomates auprès des Nations Unies (ONU) lors de la réunion d'urgence convoquée pour évaluer les récentes déclarations du Président américain.

Les Ambassadeurs ont également exprimé leur rejet et leur préoccupation face aux déclarations dénigrantes continues du gouvernement américain envers l'Afrique et les descendants africains.

«Préoccupés par la tendance persistante et continue du gouvernement des Etats-Unis à dénigrer l'Afrique et les descendants africains» ont-ils dit les fonctionnaires, qui ont affirmé être «extrêmement choqués».

L'Ambassadeur de l'Union Africaine à Washington, Madame Arikana Chihombori-Quao, a annoncé qu'elle convoquera une réunion des Ambassadeurs africains à Washington la semaine prochaine pour discuter d'une réponse à donner au commentaire controversé du Président américain, Donald Trump, dans lequel il a qualifié Haïti, le Sal-



vador et les nations africaines de "pays de merde".

Chihombori-Quao a considéré les déclarations de Bush comme «insultantes, irresponsables et extrêmement décevantes» qui uniquement «renforcent le sentiment que nous sommes insignifiants» "A quel moment allons-nous Africains nous lever et dire que ça suffit?" Demanda-t-elle. «Je tiens à rappeler au Président que ces pays de merde [sont] où ses amis vont s'enrichir », a ajouté Madame l'Ambassadeur, se référant à une réunion inconfortable en 2017 où Trump dit aux dirigeants africains qu'ils ont beaucoup d'amis « qui se rendent dans leur pays pour essayer de s'enrichir. "



República Bolivariana de Venezuela

Comunicado

Le Venezuela se solidarise avec la République Démocratique du Congo pour les pertes en vies humaines et matérielles causées par les pluies torrentielles

Le Président de la République Bolivarienne du Venezuela, Nicolás Maduro

Démocratique du Congo, depuis le 4 janvier 2018.

Le Gouvernement bolivarien exprime sa solidarité avec les familles et les proches des victimes de cet agression malheureuse de la nature et formule des vœux pour un prompt retour à la normale dans les zones touchées par ces pluies.

Le Gouvernement de la République Bolivarienne du Venezuela réaffirme son soutien au Peuple et au Gouvernement de la République Démocratique du Congo.

Moros, au nom du Gouvernement et du Peuple vénézuélien, exprime ses condoléances les plus sincères pour les pertes humaines et matérielles, conséquences des pluies torrentielles qui ont frappé la capitale de la République